

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N° 4413 - Lundi 10 Juillet 2023 - Prix : 200 Fc

FÊTE DE L'INDÉPENDANCE :

Les Comoriens exemptés de visa au Kenya



La fête nationale de cette année a été honorée par la présence du président Kenyan William Ruto, un signal fort dans les relations entre les deux pays. Dans la foulée, les deux dirigeants ont réaffirmé leur engagement à poursuivre le développement de la coopération bilatérale. La cérémonie officielle s'est déroulée Place de l'indépendance, en présence des hautes autorités politiques, religieuses, militaires ainsi que des représentants du corps diplomatique.

Les Comoriens ont célébré, jeudi 6 juillet dernier le 48^e anniversaire de l'indépendance. Une foule nombreuse a fait le déplacement à la place de l'Indépendance pour commémorer ce moment historique marquée par la présence du président Kenyan William Ruto, hôte de marque du président Azali. À cette occasion, les deux chefs d'Etat ont rappelé les liens d'amitié et de fraternité qui existent entre les deux pays.

LIRE SUITE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

20 Dhoul hedj 1444
Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Juillet 2023

Lever du soleil:
06h 29mn
Coucher du soleil:
17h 55mn

Fadjr : 05h 17mn
Dhouhr : 12h 16mn
Ansr : 15h 10mn
Maghrib: 17h 58mn
Incha: 19h 12mn



MONDANITÉ - FÊTE NATIONALE - 2023



FÊTE DE L'INDÉPENDANCE :

Les Comoriens exemptés de visa pour le Kenya

Suite de la page 1

Dans la foulée, ils ont réaffirmé leur engagement à poursuivre le développement de la coopération bilatérale à travers la signature d'un accord général qui institue une commission mixte de coopération, cadre dans lequel les deux pays mettront en place une coopération dans divers domaines tels que le commerce et l'investissement, le transport, l'éducation, le tourisme, l'agriculture, l'économie bleue et la sécurité maritime pour répondre aux besoins de croissance socio-économique conforme à l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Dans son allocution, le président William Ruto a pris l'engagement devant le peuple comorien de supprimer avant la fin de l'année l'obligation du visa pour tous les Comoriens désirant se rendre au

Kenya. Il a octroyé également 100 bourses d'études et promis que désormais les étudiants comoriens paieront les mêmes frais de scolarité que les étudiants kenyans. Il a tenu à féliciter Azali Assoumani pour sa nomination à la présidence de l'Union Africaine pour l'année 2023 et a réitéré l'engagement du Kenya à soutenir l'Union des Comores dans sa démarche de porter plus haut les préoccupations du continent africain. C'était également l'occasion de saluer les Comores pour la ratification de l'accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) en la qualifiant d'étape importante vers l'intégration du continent et la transformation des économies africaines. Concernant l'intégration régionale, il a invité le peuple comorien à rejoindre la communauté de l'Afrique de l'Est.

Honoré par la présence du pré-

sident William Ruto, le chef de l'Etat Azali Assoumani, dans son traditionnel discours a annoncé à son tour la suppression immédiate de l'obligation du visa pour tous les ressortissants Kenyans. Le régime de visa gratuit améliorera sans doute l'interaction entre les peuples et augmentera le volume des échanges entre le Kenya et les Comores. Il n'a pas manqué de reconnaître la grande responsabilité qui lui a été confiée en tant que président de l'Union Africaine, de travailler en symbiose avec d'autres dirigeants africains, sur les différentes problématiques auxquelles le continent est confronté en cette période particulièrement mouvementée à travers le monde sur les plans politiques, socio-économiques, sanitaires, alimentaires, sécuritaires et environnementaux, qui menacent la paix et la stabilité mondiales.

« Nous sommes constamment à l'écoute des pays en conflit, sur le Continent, et nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir, pour soutenir toutes les initiatives de consolidation de la paix, de la sécurité et de l'intégration africaine. Nous œuvrons, également, pour une croissance économique durable et harmonieuse en Afrique, d'où les efforts que nous déployons, notamment, en vue de la réalisation, de l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, mais aussi, de l'accélération de la Zlecaf, la principale mission qui m'est confiée pendant cette Présidence », souligne-t-il.

Ces derniers jours, l'Union des Comores était à la tête de la lutte contre le changement climatique,

comme en témoigne l'organisation dans sa capitale, Moroni, d'une conférence ministérielle sur l'économie bleue et l'action pour le climat en Afrique à Moroni, du 12 au 14 juin 2023, qui a établi la Grande Muraille Bleue et la promotion de l'économie bleue, en tant que leviers centraux dans la mise en œuvre de la Zlecaf. Azali Assoumani a enfin décoré S.E. William Ruto, de la médaille de Grand Croix de l'ordre du Croissant Vert des Comores, la plus haute distinction d'État accordée à un dirigeant étranger.

Andjouza Abouheir

SOCIÉTÉ

Le président Ruto à Ikoni, pour une visite historique



Visite guidée du président Ruto à Ikoni.

Le président du Kenya William Ruto a effectué une visite historique et symbolique à Ikoni dans l'après-midi du jeudi 6 juillet 2023. L'hôte de marque du président Azali, s'offrira une visite guidée dans la médina de la ville princière, avant de s'accorder un moment de communion avec la notabilité de la cité qui ne tardera pas de l'introniser grand notable, sous le nom, d'Ahamada Baco.

"La culture, la tradition et l'histoire relient les gens, les nations et les civilisations. Comprendre l'histoire d'une nation est une base solide pour un véritable partenariat. J'ai visité la vieille ville d'Ikoni (...) ». C'est par ces quelques mots publiés dans sa page officielle que le président kenyan William Ruto décrit sa visite à Ikoni après la fin de la cérémonie de la fête de l'indépendance des Comores. De ce déplacement dans cette ville, véritable musée à

ciel ouvert, le président Ruto immortalisera ces moments historiques, qu'il s'empresse de publier dans les réseaux sociaux, dès son retour au State House, résidence officielle du président de la République du Kenya.

Sur la place Bisiyoni, chargée d'histoire, William Ruto découvrira l'histoire de la ville, bâtie au 7ème siècle par les premiers habitants qui viendront de l'archipel de Kilwa en Tanzanie qui formeront la lignée Igna djiva. Avant l'arrivée, des siècles après, des portugais qui transformeront le petit port construit par les premiers habitants, en un port de commerce où accostent les voiliers. Les portugais qui vont construire le premier comptoir, appelé, fort Theresa qui s'imposera comme lieu par excellence du troc.

La visite de l'hôte du 48e anniversaire de l'indépendance du pays, se poursuivra dans le palais Kapviri Djohe, occupée par 17 générations de la grande famille princière. Le

président Kenyan déambulera, par la suite dans les ruelles de la vieille ville avant de s'asseoir dans la place publique, Funi Haziri, classée patrimoine national, tout comme les monuments qu'il a visités. Ici, le président Ruto s'est offert un moment d'échange et de partage avec la population notamment les notables et les cadres de la région Bambao, après avoir assisté à une partie de jeu de société.

Au cours des échanges teintés d'humour et de gaieté, le notable Mze Mmadi Levier, un des portes paroles de la ville, lui adressera ainsi qu'au président Azali, les chaleureux remerciements de la ville. « Cette visite est combien honorifique, témoigne sans nul doute, l'amour que le président Azali porte à la ville d'Ikoni. Elle traduit de ce fait, que Azali et Ruto sont bel et bien des ikoniens », a-t-il lancé sous les applaudissements de l'assistance. Au nom de la ville, il l'intronisera grand notable, sous le nom de Ahamada Baco.

« Moi, Ahamada Baco, William Ruto, Notable d'Ikoni, annonce que mon ministre de l'éducation viendra prochainement avec une enveloppe de 20 000 dollars pour financer la construction d'une classe au primaire qui portera le nom de Ahamada Baco, William Ruto », a-t-il rétorqué. Une annonce qui recevra un tonnerre d'applaudissements et les youyous des femmes bien représentées. C'est par cette ambiance conviviale qu'a pris fin, l'excursion du président William Ruto dans la ville d'Ikoni.

Maoulida Mbaé

Ils ont vécu la fête...

Malgré l'ambiance plutôt timide, la fête de l'indépendance a été célébrée dans la sobriété et en l'absence, des ténors de l'opposition et surtout des anciens présidents de la république pour la 4ème année consécutive. Ils étaient nombreux surtout les jeunes à faire le déplacement pour vivre ce moment historique qui a vu la naissance du jeune Etat comorien. Témoins de l'histoire, ils ont manifesté leur joie d'y assister.

Le temps s'est arrêté juste pour quelques heures ce jeudi 06 juillet 2023 pour les centaines de citoyens qui ont pris part à cette célébration du 48e anniversaire de l'indépendance. Enfants, adultes, femmes et hommes ont répondu présent. Rencontré après la parade militaire, le porte-parole du gouvernement Houmed Msaidie a précisé que cette fête démontre que les Comores sont effectivement sorties du trou. Le pays s'est engagé dans la démocratie. « Nous avons des leaders qui ont une vision et qui sont reconnus par leurs pairs. L'arrivée du président kenyan est très significative. Il fait partie des grands leaders de la région. Tous les mots gentils, qu'il a prononcés aujourd'hui pour les Comores, prouvent que cet anniversaire marque un nouveau pas vers l'émergence », déclare-t-il, avant d'ajouter que « les mesures annoncées signifient que le Kenya s'est engagé à

mettre en œuvre la Zlecaf. Il vient de s'ouvrir totalement et complètement aux Comores. L'une des mesures phares, est que tous les étudiants comoriens qui se trouvent au Kenya paieront leur droit au même titre que les Kenyans ».

Pour l'administrateur principal de l'Université des Comores Ibouroi Ali Tabibou c'est un sentiment de fierté car beaucoup de réalisations ont été faites. « L'acte lui-même qui a déclaré l'indépendance est historique. La création de l'université des Comores est un deuxième événement important. Aujourd'hui, 14 000 étudiants qui devraient aller étudier à l'étranger étudient sur place. C'est une réalisation importante. Les mesures annoncées en ce jour de fête sont un rapprochement important pour nos deux pays », marque-t-il.

Quant au président de l'association des maires Dini Ahamada il parle d'un honneur. « Nous avons été honorés par la présence du chef de l'Etat Kenyan. Nous saluons les mesures annoncées notamment la suppression du visa, cela va beaucoup nous faciliter, que ce soit dans l'éducation ou la santé. Notons que cette fête a été marquée aussi par la présence des détachements des forces armées venant de la Tanzanie et du Kenyan pour participer au défilé militaire. Enfin, l'hymne national a été superbement interprété par la chanteuse Malha.

Andjouza Abouheir



Ibouroi Ali Tabibou.

COMMISSION NATIONALE DE LA CONCURRENCE

Poursuite des prestations de serment à Mohéli

Une délégation conduite par le président de la commission nationale de la concurrence Mohamed Chafiou Ahamada Djibir se trouve à Mohéli le mercredi 5 juillet dernier pour la prestation de serment d'Aboucar Said Chanfi membre de cette commission désigné, conformément à la loi relative à la concurrence, par le gouverneur de Mohéli Mohamed Said Fazul. La cérémonie a eu lieu au palais de justice de Fomboni.

Quelques semaines après sa nomination à la tête de la commission nationale de la concurrence par le chef de l'État, Mohamed Chafiou Ahamada Djibir fait prêter serment à ses membres conformément à la loi relative à la mise en place de ladite commission. C'est Aboucar Said Chanfi Directeur régional du plan qui a été nommé par le Ministre de l'Economie. L'objectif c'est de « veiller sur la concurrence qui doit être loyale dans le respect strict des

normes de la loi nationale sur la concurrence pour permettre au pays d'avoir une très grande ouverture au niveau du commerce extérieur et au niveau du commerce intérieur » explique Aboucar Said Chanfi à la sortie de la cérémonie. Et lui d'ajouter : « cela va évidemment favoriser l'arrivée des investisseurs étrangers dans une atmosphère normale et permettra aussi d'évoluer sur les activités commerciales dans l'hôtellerie, la restauration et dans tous les domaines même les entreprises industrielles. Cette loi aménage le climat d'investissement au niveau national ».

Quant à sa fonction exacte, « on n'a pas encore défini l'organigramme qui va répartir les fonctions de chacun afin de pouvoir évoluer, mais nous avons un président nommé par décret » explique-t-il. Pour le mode de fonctionnement, « une formation de renforcement de capacité a été déjà tenue au bénéfice de différentes structures qui entrent dans la concurrence. Et à l'issue de



cette formation, un comité dans chaque île va prendre le relais et nous allons travailler au niveau de l'Union et au niveau des îles pour la bonne réalisation des activités » a-t-il ajouté.

Aboucar Said Chanfi rassure que

sa fonction de Directeur régional du plan ne va pas impacter cette nouvelle fonction car « ce n'est pas un poste permanent mais plutôt on va siéger dans une forme d'assemblée, sous forme de session de travail de deux, trois jours ou une semaine et

puis on va retourner, il y aura aussi des missions qui entrent dans le cadre de l'intégration économique au niveau de la région de l'océan indien et de la ZLECAF » a-t-il indiqué.

Riwad

COIN SYMPA

Dalk Dalk: From Corée to Coulée

Moroni-Coulée, c'est là que nous avons connu Dalk Dalk. L'idée est simple : une camionnette équipée, un grand gaillard passionné et de la street food coréenne. On vous explique le concept.

La street food, on en consomme tous ici. Qui n'a jamais savouré des brochettes dans une gargote mal éclairée ? Dalk Dalk Chicken (se lit Dak-Dak), c'est presque le même principe mais à la sauce asiat. Saand, la trentaine, Consultant Environnement et Energie au Pnud, troque son costard et ses chemises cintrées contre un beau tablier personnalisé, les week-ends.

« La graine a été plantée quand j'étais au lycée. Je suis fan de docu-

mentaire voyage/cuisine et je me suis toujours dit qu'un jour, j'ouvrirai un restaurant. L'idée a germé quand j'étais en Corée du Sud pour mes études. Le poulet frit coréen est une institution là-bas... comme le mchakiki ici ! Quand je suis rentré au pays, au détour d'une conversation avec un ami, j'ai mentionné mon idée d'avoir un foodtruck et c'est parti comme ça ».

Le jeune homme, ambitieux et confiant, décide de s'installer à la Coulée dans le camion-restaurant de Nassib, après discussion avec le Directeur exécutif. « Il m'a dit, on a un foodtruck qui ne travaille pas le soir. Je me suis dit allez, je commence le week-end prochain », explique Saand, passionné de cuisine depuis son plus jeune âge, mais aussi de

culture pop asiatique d'où il puise son inspiration.

« Les anime/mangas, ça a joué un grand rôle dans ma vie. J'ai encore les images de Goku qui dévore des assiettes de nouilles, Naruto pareil et Shinshan et son shabu-shabu. Ça me parle et ça parle aux gens que j'ai envie de toucher avec ma cuisine. L'identité de Dalk Dalk tourne autour de ça ». Mais justement, que signifie ce mot ? « Dalk signifie poulet en Coréen. Et le fait de dire Dalk-Dalk ; c'était pour la gimmick facile à retenir, fun et qui fait penser à rapide rapide ».

Sur place, on a droit à du pou-

let...à toutes les sauces : ail et miel, épices et piment frais, gingembre, crémeuse aux oignons. Toutes faites maison. La star, c'est peut-être le corn-dog bien cheesy, ce bâtonnet de saucisse enrobée de fromage et d'une panure croustillante, et agrémentée d'un filet de sauce épicée et de quelques cacahuètes émiettées (rien que ça). On y trouve également des burgers pain sésame/poulet, gaufre salée/crevettes, ... Aujourd'hui, Dalk Dalk est installé à Nassib Ambassadeur. « Les clients ont la possibilité de manger sur place ». Les plus de ce concept, ce sont les saveurs originales des plats

et des sauces, les petits prix (varient entre 1000fcs et 4000fcs). On notera aussi les chouettes stories postées sur la page Instagram, sous forme de mangas et où les personnages commentent les plats et le service.

Les moins, on reste sur notre faim... quant au choix des rafraîchissements et desserts ! On y sert les traditionnels sodas. « Parfois, on propose des cheesecake passion. Mais on réfléchit à une façon d'intégrer des boissons et pâtisseries typiquement asiatiques. Vous ne serez pas déçus ! ».

S. Ch

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N° COI/GPS/AO/2023/001

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale qui regroupe l'Union des Comores, France (La Réunion), Madagascar, Maurice et les Seychelles. Une Convention de Financement a été signée entre la Commission de l'océan Indien (COI) et l'Agence Française de Développement (AFD) le 3 février 2021 pour la mise en œuvre d'un projet Gouvernance, Paix, Stabilité (GPS).

Le projet donne un appui à la redynamisation et au fonctionnement de l'Association des Parlements des États membres de la Commission de l'océan Indien (AP-COI). Cette association qui regroupe les Assemblées nationales des États membres de la COI prévoit la réalisation d'une étude comparative qui décrit les systèmes parlementaires des membres de l'AP-COI afin qu'elle puisse servir de source d'inspiration pour des échanges sur les bonnes pratiques et qu'elle contribue à améliorer la connaissance réciproque entre les États membres.

La Commission de l'océan Indien (COI) à travers son projet GPS lance un appel pour le recrutement d'un consultant individuel pour la

réalisation d'une étude comparative des différents systèmes et fonctionnements parlementaires des membres de l'Association des parlements des états membres de la COI.

Les candidats éligibles et intéressés sont invités à télécharger les termes de références complets ainsi que le dossier type de soumission des offres en français sur le site internet de la COI <https://www.commissionoceanindien.org/coi-gps-ao-2023-01/>

2. Toutes demandes d'informations complémentaires doivent être envoyées par courriel à l'adresse suivante : innocent.miada@coi-ioc.org; pascal.rakoto@coi-ioc.org ; gps@coi-ioc.org au plus tard le 10 juillet 2023 à 16h00

3. Les offres en français doivent être envoyées au plus tard le vendredi 21 juillet 2023 à 17h00, heure de Maurice (GMT+4) aux adresses suivantes : innocent.miada@coi-ioc.org; pascal.rakoto@coi-ioc.org; gps@coi-ioc.org. Le message devra mentionner « Consultant individuel GPS_COI/GPS/AO/2023/001 »

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÉCURITÉ CIVILE

Un bâtiment flambant neuf pour nos soldats du feu

Le directeur général de la sécurité civile, le colonel Abdallah Rafick promet de se battre pour une sécurité civile qui protège les biens et les personnes. Le tout nouveau patron de la sécurité civile, s'est exprimé à l'occasion de l'inauguration du quartier général des sapeurs-pompiers du pays. Un bâtiment de quatre niveaux, flambant neuf, financé par le PNUD, pour un budget de 412 582 534 fc, à travers le fonds pour l'environnement mondial.

Après Ndzouani et Mwali, au tour de Ngazidja d'inaugurer le siège du COSEP dans une ambiance festive, en présence du président de la République, les membres de son gouvernement, le corps diplomatique ainsi qu'une foule anonyme. Il s'agit d'un imposant bâtiment de quatre niveaux construit sur le site désaffecté, de l'ancien aéroport d'Itsambouni. L'édifice dispose de 66 pièces dont des bureaux, des dortoirs pour hommes et femmes, une salle de conférence et salle de crise. Le coût total de la construction est de 412 582 534 fc, entièrement financé par le PNUD à travers le Fonds pour l'environnement mondial.

« En ce jour solennel, qui marque l'acte de naissance de la

sécurité civile. Je voudrai remercier très sincèrement le PNUD à travers eux, le projet GEF, le Fonds pour l'environnement mondial qui a su avec brio et patience, nous accompagner, nous soutenir pour atteindre l'un des objectifs de la stratégie de sécurité civile à l'horizon 2030 », a déclaré, le colonel Abdallah Rafick, directeur général de la sécurité civile, tout en remerciant les partenaires internationaux du pays notamment, la Banque mondiale pour avoir accompagné la direction dans sa mise en œuvre des unités régionales. L'ancien commandant de la gendarmerie nationale, a sollicité le soutien du chef de l'Etat pour, la mise en œuvre effective de la stratégie nationale de réduction des risques de catastrophes, dont le pays se serait doté, afin de transformer les faiblesses en une force de développement au profit du pays. « Je me battrais pour une sécurité civile qui protège les biens et les personnes », martèle celui qui entend être à la hauteur la confiance que le chef de l'Etat a placé en lui.

Pour le représentant résident du PNUD aux Comores, l'inauguration de ce bâtiment marque un jalon important dans les efforts menés par le PNUD depuis plus d'une décennie visant à renforcer la sécurité



Inauguration du nouveau siège du COSEP.

civile du pays et accroître leur résilience face aux catastrophes naturelles qui affectent le pays. « La construction de ce bâtiment est un témoignage de notre engagement pour renforcer les infrastructures sociales pour la sécurité de nos concitoyens qui va permettre la DGSC de prévenir les risques, de préparer les interventions d'urgence et de faciliter la coordination de secours », avance Snehal V Soneji représentant résident du PNUD. Selon lui, la caserne serait dotée d'un équipement qui permet d'assurer, la continuité des opérations même dans des conditions extrêmes.

Le ministre de l'intérieur Fakridine Mahamoud a montré aussi que ce nouveau bâtiment est le symbole fort de la volonté des pouvoirs publics comoriens de construire un grand service public de la sécurité civile. Le premier flic du pays a souligné l'engagement du président de la République qui a permis entre autres de doter le personnel d'un statut particulier, chose longtemps réclamée par nos soldats de feu.

Remerciant les partenaires internationaux pour leurs efforts à accompagner le pays, le chef de l'Etat Azali Assoumani, a dans un discours concis appelé le directeur

général de la sécurité civile et le ministre de l'intérieur d'intensifier les activités de proximité pour la prévention.

Dans les projections du tout nouveau patron de la sécurité civile, il prévoit la construction d'une caserne qui doit disposer d'un bâtiment au Rez-de-chaussée, un bâtiment secondaire avec une cuisine et réfectoire ainsi qu'un entrepôt, plus une citerne d'eau d'une capacité de 1000m3 et un mini port pour les interventions en mer avec une unité maritime.

Maoulida Mbaé

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé

Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Offre de Soins de Santé (ODS)

Date de publication : 9 Juin 2023

Date de Clôture : 9 août 2023

AAO N°: ODS /2023/ 002

Marché N°: ODS /2023/ 005

Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale, et de la Promotion du Genre de l'Union des Comores a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût du Projet d'Amélioration de la Qualité de l'Offre de Soins de Santé (ODS). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du présent marché d'Acquisition, installation et Formation sur l'Utilisation des Equipements Biomédicaux au profit des 5 hôpitaux (CHRI Hombo et HP Domoni à Anjouan, CHRI Fomboni à Mohéli et HP Mitsamiouli et HP Fombouni à Ngazidja) ciblés par le projet.

Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale, et de la Promotion du Genre de l'Union des Comores sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la fourniture l'acquisition, l'installation et la formation sur l'utilisation des équipements biomédicaux au profit des 5 hôpitaux (Hombo et Domoni à Anjouan, Fomboni à Mohéli et Mitsamiouli et Fombouni à Ngazidja) ciblés par le projet.

Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de la Cellule de Gestion du Projet ODS sis au quartier Oasis à côté du bâtiment DH ou par téléphone au +269 733 23 41 /

+269 343 86 07 ou via email : saidjaffar@gmail.com avec copie à passationmarches773@gmail.com et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres à partir du lundi au jeudi de 8h à 16h 00mn h et vendredi de 8h à 13h ou consulter le site internet de l'AFD www.afd.dgmarket.com

Les Soumissionnaires intéressés peuvent obtenir les Documents d'Appel d'Offres complets en langue française en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus ou le télécharger à travers via le site www.afd.dgmarket.com.

Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Document Type d'Appel d'Offres pour la Passation de Marchés de Fournitures de l'Agence Française de Développement version octobre 2019.

Les Offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 9 août 2023 à 12 h 00 au siège du Projet sis à Moroni Oasis. Les Offres doivent comprendre une garantie de soumission de l'Offre pour un montant équivalent à onze mille Euros (11 000 Euros).

Les Offres seront ouvertes en présence des représentants des Soumissionnaires qui le souhaitent à la Cellule de Gestion du Projet ODS sis à Oasis Moroni à

côté du bâtiment DHL, le 9 août 2023 à 12 h 30.

Les exigences en matière de qualifications sont :

a. **Éligibilité** (nationalité, conflit d'intérêts, Éligibilité au financement de l'AFD, Entreprise publique)

b. Antécédents en matière de non-exécution de marché (Antécédents de non-exécution de marché, Exclusion dans le cadre de la mise en œuvre d'une Déclaration de Garantie de Soumission ou du retrait de l'Offre au cours son délai de validité, Litiges en instance)

c. **Situation et Performance Financières** (Capacité financière (ratio de liquidité $\geq 1,1$ & ratio d'endettement $\leq 80\%$) ; Chiffre d'affaires annuel moyen $\geq 200\ 000$ Euros)

d. **Expérience** (expérience générale (Avoir un nombre minimum de 3 marchés similaires durant les 5 dernières années) ; expérience spécifique (Disponibilité, à la date limite de soumission des Offres, d'un service après vente (y compris en formation, en entretien et maintenance) et de pièces rechange implanté dans le pays de l'Acheteur depuis au moins 6 mois, pour les Fournitures proposées dans l'Offre)).



Financé par
l'Union européenne

Programme d'appui à la Production, à l'Industrialisation et au Libre-Echange aux Comores (APILE)

APPEL A CANDIDATURE POUR UN POSTE DE COORDINATEUR/COORDINATRICE NATIONAL(E)

Lieu : **Moroni, Union des Comores**

Date limite de candidature : **24 juillet 2023 à 23H59, heure de Moroni**

Langues requises : **Français à l'oral et à l'écrit**
Une bonne connaissance de l'anglais sera un atout

Date d'entrée en fonction : **Dès que possible**

Durée du contrat : **1 an renouvelable**

I. CONTEXTE

Le Centre du Commerce International (ITC), en partenariat avec le Gouvernement de l'Union des Comores, met en œuvre deux des trois composantes du Programme d'Appui à la Production, à l'Industrialisation et au Libre-Echange en Union des Comores (APILE-Comores). Financé par l'Union Européenne au titre du 11ème Fonds Européen de Développement (FED) et exécuté conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industrielle (ONUUDI) et le Centre du commerce international (ITC), le programme APILE vise principalement à contribuer à la diversification et à l'industrialisation de l'économie comorienne, tout en encourageant une transition vers une économie verte et circulaire et la création d'emplois décentes respectueuse de l'environnement.

Pour atteindre cet objectif principal, trois composantes ont été définies et réparties entre l'ONUUDI et l'ITC. Il s'agit de :

- Composante 1 : Renforcement des capacités techniques et compétitives des entrepreneurs et des TPE/PME comoriennes.
- Composante 2 : Amélioration de l'environnement des affaires et du climat des investissements à travers un dialogue public-privé constructif et favorable aux activités de transformation industrielle et artisanale.
- Composante 3 : Promotion du « Made in Comoros » et de la qualité.

La réalisation de la Composante 1 est sous la responsabilité de l'ONUUDI et celle des Composantes 2 et 3 incombe à l'ITC.

Dans cette perspective, l'ITC envisage de recruter en Union des Comores un (e) Coordinateur/Coordinatrice) national(e) pour appuyer l'ITC dans la mise en œuvre effective des composantes 2 et 3 susmentionnées du programme APILE, <https://www.apilecomores.org/>

II. FONCTIONS ET RESPONSABILITES :

Sous la supervision générale du Chef du Bureau pour l'Afrique de l'ITC et sous la direction technique de l'Administrateur du programme à l'ITC, le/la Coordinateur/Coordinatrice national(e) sera un personnel national recruté localement et sélectionné sur la base d'un processus concurrentiel ouvert. Elle/Il a comme première responsabilité de veiller, selon les principes de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR), à ce que le projet atteigne les résultats attendus (Produits), dans les délais impartis, avec les standards de qualité requis et dans le cadre du budget alloué au programme tel que ceci est décrit dans le document de programme. Elle/Il s'assurera d'une coordination et concertation étroite avec le Bureau pour l'Afrique de l'ITC et du Point Focal National désigné par la contrepartie nationale.

Le/La Coordinateur /Coordinatrice national(e) assurera les fonctions suivantes :

1. Superviser et coordonner au niveau national l'atteinte des résultats et la réalisation des livrables, conformément au document de programme ;
2. Contribuer à la préparation du Plan de travail de l'ITC et à sa diffusion auprès de toutes les parties prenantes ;
3. Assurer la mise en œuvre des activités de l'ITC, en étroite collaboration avec l'Administrateur du programme à l'ITC ;
4. Appuyer l'ITC dans l'identification et le recrutement du personnel local, y compris les Consultants nationaux ;
5. Superviser et coordonner le travail de tous le personnel local du programme recruté par l'ITC, ainsi que des consultants nationaux et des prestataires de services ;
6. Assurer la liaison entre l'ITC, la contrepartie nationale, l'UNMOCIR, le Bureau de l'Union Européenne et toutes les parties prenantes du programme y compris les autres institutions gouvernementales, le Coordinateur national du programme APILE pour l'ONUUDI et les partenaires nationaux et internationaux concernés pour une coordination efficace de toutes les activités entreprises par l'ITC ;
7. Participer à toutes les travaux des instances d'orientation et de prise de décision concernant le programme APILE, notamment le Comité de pilotage (COPIL) et le Comité technique (COTECH) ;
8. Faciliter l'appui administratif pour la sous-traitance et les activités de renforcement

des capacités entreprises par l'ITC, notamment celles portant sur la formation et l'encadrement ;

9. Superviser et assurer au niveau national la préparation et la présentation en temps opportun des rapports d'étape, du rapport annuel combiné d'exécution des activités du programme, des rapports techniques et tout autre document pouvant être requis par l'ITC ou les partenaires du programme (plans de travail trimestriels et annuels, budgets, rapports des missions et les PV des réunions importantes) ;

10. Assurer la diffusion des rapports relatifs aux activités menées par l'ITC et répondre en concertation avec l'ITC aux interrogations des parties prenantes concernées ;

11. Rapporter les progrès enregistrés par les composantes 2 et 3 sous la responsabilité directe de l'ITC aux COPIL et COTECH, et assurer le respect des directives d'orientation validées par le COPIL ;

12. Participer activement à l'échange et au partage d'expériences et des leçons apprises des programmes/projets de développement pertinents au niveau national devant permettre à l'ITC d'en créer une synergie ou de capitaliser sur ces expériences ;

13. Faire des recommandations concernant le suivi et l'orientation ;

14. Mettre en place un système de communication interne afin de s'assurer de la bonne circulation de l'information entre tous les niveaux d'intervention des composantes 2 et 3 du programme ;

15. Entreprendre si nécessaire des missions au niveau des îles pour superviser ou assurer le suivi et évaluation de la mise en œuvre des activités.

III. COMPETENCES

- Faire preuve d'éthique et d'intégrité ;
- Aptitude à coordonner efficacement un programme multi-acteurs ;
- Une bonne connaissance institutionnelle et un jugement fiable ;
- Capacités prouvées de leadership et de facilitation du travail en équipe ;
- Facilite et encourage une communication ouverte et effective au sein de l'équipe ;
- Crée des synergies et promeut l'esprit d'initiative et d'autocontrôle ;
- Capacité avérée à travailler sous pression et à gérer des éventuels conflits ;
- Encourage l'apprentissage, le transfert des compétences, le partage de l'information et la gestion des connaissances ;
- Aptitude à prendre des décisions de manière transparente et participative ;
- Compétences avérées en communication, rédaction et présentation en langues comorienne et française. La communication en anglais est un atout ;
- Compétences en informatique, en particulier la maîtrise parfaite de toutes les applications du package MS Office, de réseaux sociaux et de recherche sur Internet.

IV. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES

- Être de nationalité comorienne ;
- Titulaire d'un Diplôme d'études universitaires supérieures (Master ou PhD) en économie ou commerce ou dans une discipline équivalente ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans les domaines du développement économique, d'appui au secteur privé ou de l'assistance technique liée au commerce ;
- Justifier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 années dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et la gestion administrative et comptable/financière des projets de développement ;
- Avoir une bonne connaissance du contexte économique de l'Union des Comores et de ses priorités de développement, ainsi que de son secteur d'exportation, notamment de son intégration dans le système commercial multilatéral ;
- Avoir une expérience solide en matière de gestion des équipes, d'animation, de concertation et du montage de partenariats entre des acteurs du secteur privé et institutionnels diversifiés ;
- Maîtrise parfaite de l'approche de Gestion axée sur les résultats (GAR) ;
- Excellente capacité rédactionnelle en français et une bonne connaissance de l'anglais.

IV. PROCEDURE ET DATE LIMITE DE SOUMISSION DE CANDIDATURES :

Si vous souhaitez faire acte de candidature, vous pouvez demander le formulaire d'enregistrement, en vue d'une sélection, en adressant un courrier électronique à Monsieur Ramin Granfar, Administrateur du programme APILE à l'ITC, Bureau pour l'Afrique, Courriel : apile@intracen.org ; granfar@intracen.org , avec copie aux adresses électroniques ci-après : ramful@intracen.org ; tbhuwane@intracen.org ; ywananga@intracen.org ; milzat2000@yahoo.fr ; abbashachim@yahoo.fr ; dzalhatta@gmail.com.

La date limite de clôture des candidatures est fixée au **24 juillet 2023 à 23H59, heure de Moroni**.